

Les réactions des représentants de la droite à la réforme pénale relèvent du réflexe conditionné avec la répétition pavlovienne du mot "laxisme". C'est court. C'est creux. Et c'est faux. Est-ce être laxiste que de vouloir que les peines soient individualisées et effectivement exécutées ?

Est-ce être laxiste que de mettre fin aux "sorties sèches" (80%) et de lutter contre la récidive (aujourd'hui 63% des sortants de prison sans aménagement de peine sont à nouveau condamnés dans les 5 ans) ?

Est-ce être laxiste que de passer des peines de moins de 2 ans aux peines de moins de 1 an pour les aménagements de peine par le juge ?

Est-ce être laxiste que de créer des postes de magistrats et de conseillers d'insertion et de probation plutôt que d'en supprimer ?

Est-ce être laxiste que de créer 6500 nouvelles places de prison, toutes financées (alors que la logique précédente du "tout PPP" créait des dettes durables non financées et relevait de ce que Philippe Séguin avait appelé une logique de "crédit revolving" au détriment de l'intérêt public) ? On pourrait multiplier les exemples.

Ce qui est frappant, c'est que les représentants de la droite n'argumentent pas, ou peu. Ils se contentent de répéter à satiété et mécaniquement "laxisme"... Cela tranche avec la volonté de Christiane Taubira, qui analyse, explique, argumente et s'emploie à élaborer la politique pénale la plus efficace, bien loin des démagogies, des facilités et des simplismes.

Jean-Pierre Sueur